



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/520
S/1998/974
19 octobre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Point 62 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 19 octobre 1998, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du
19 octobre 1998 que vous a adressée S. E. M. Aytuğ Plümer, Représentant de la
République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au
titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 19 octobre 1998, adressée au Secrétaire général
par M. Aytuğ Plümer

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les lettres datées du 30 septembre et des 7 et 9 octobre 1998, que vous a adressées le représentant chypriote grec auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui contiennent des allégations concernant "les violations de l'espace aérien national de la République et de la région d'information de vol de Nicosie" (A/53/450-S/1998/909, A/53/476-S/1998/935 et A/53/495-S/1998/950, respectivement).

Comme nous l'avons déclaré dans des communications précédentes, dont la plus récente est ma lettre du 25 septembre 1998 (A/53/438-S/1998/896), les allégations que ne cesse d'avancer la partie chypriote grecque quant à de prétendues "violations de l'espace aérien et de la région d'information de vol" n'ont absolument aucun fondement et sont totalement rejetées par nos autorités. Les trois lettres susmentionnées ne méritent pas de réponse détaillée car les affirmations qu'elles contiennent sont de la même eau. Je tiens cependant à souligner une fois encore que les vols en question dans l'espace aérien souverain et dans la région d'information de vol de la République turque de Chypre-Nord sont effectués au su et avec l'assentiment des autorités compétentes de l'État. L'administration chypriote grecque du sud n'a aucune juridiction ni aucun droit de regard sur les vols effectués dans l'espace aérien national de la République turque de Chypre-Nord.

Le régime chypriote grec du sud, qui prétend exercer sa souveraineté et sa juridiction sur l'ensemble de l'île, aggrave encore les tensions en menant une campagne de réarmement massif et en maintenant une position offensive à l'égard de la République turque de Chypre-Nord. Alors que votre Représentant spécial adjoint, Mme Anne Hercus, a entamé un nouveau processus de contacts se déroulant dans l'île avec les deux parties en vue de réduire les tensions, la Garde nationale chypriote grecque, accompagnée d'unités de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation grecques, se prépare à effectuer, du 20 au 25 octobre 1998, des manoeuvres militaires provocatrices dans le sud de Chypre et aux environs. Des avions de combat F-16 et A-7 provenant de Grèce seraient déployés à la base aérienne de Paphos, dans le sud de l'île. Ces provocations constantes, ainsi que le déploiement prévu dans le sud de missiles perfectionnés S-300 en application de la doctrine militaire conjointe de la Grèce et de l'administration chypriote grecque, sont à l'origine des tensions à Chypre. Il va sans dire que la politique actuelle de militarisation adoptée par la partie chypriote grecque compromet gravement les efforts visant à réduire les tensions et à instaurer la confiance entre les deux parties.

Au nom du Gouvernement de la République turque de Chypre-Nord, je tiens à inviter toutes les parties désireuses de promouvoir un règlement pacifique à Chypre à demander instamment à la partie chypriote grecque de mettre immédiatement fin à ses actes de provocation et à se concentrer sur les efforts visant à créer un climat propice à la paix, à la stabilité et à la coopération.

/...

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER
